



LE RÉSEAU DES
COLLECTIVITÉS
POUR LA GESTION DES
DÉCHETS & DE L'EAU

QUELS SONT LES DOCUMENTS RÉGLEMENTAIRES POUR LES COMPÉTENCES « EAU » & « ASSAINISSEMENT » ?

Suivez
l'ASCOMADE   ascomade.org

Avec le partenariat
technique et financier de



et technique de

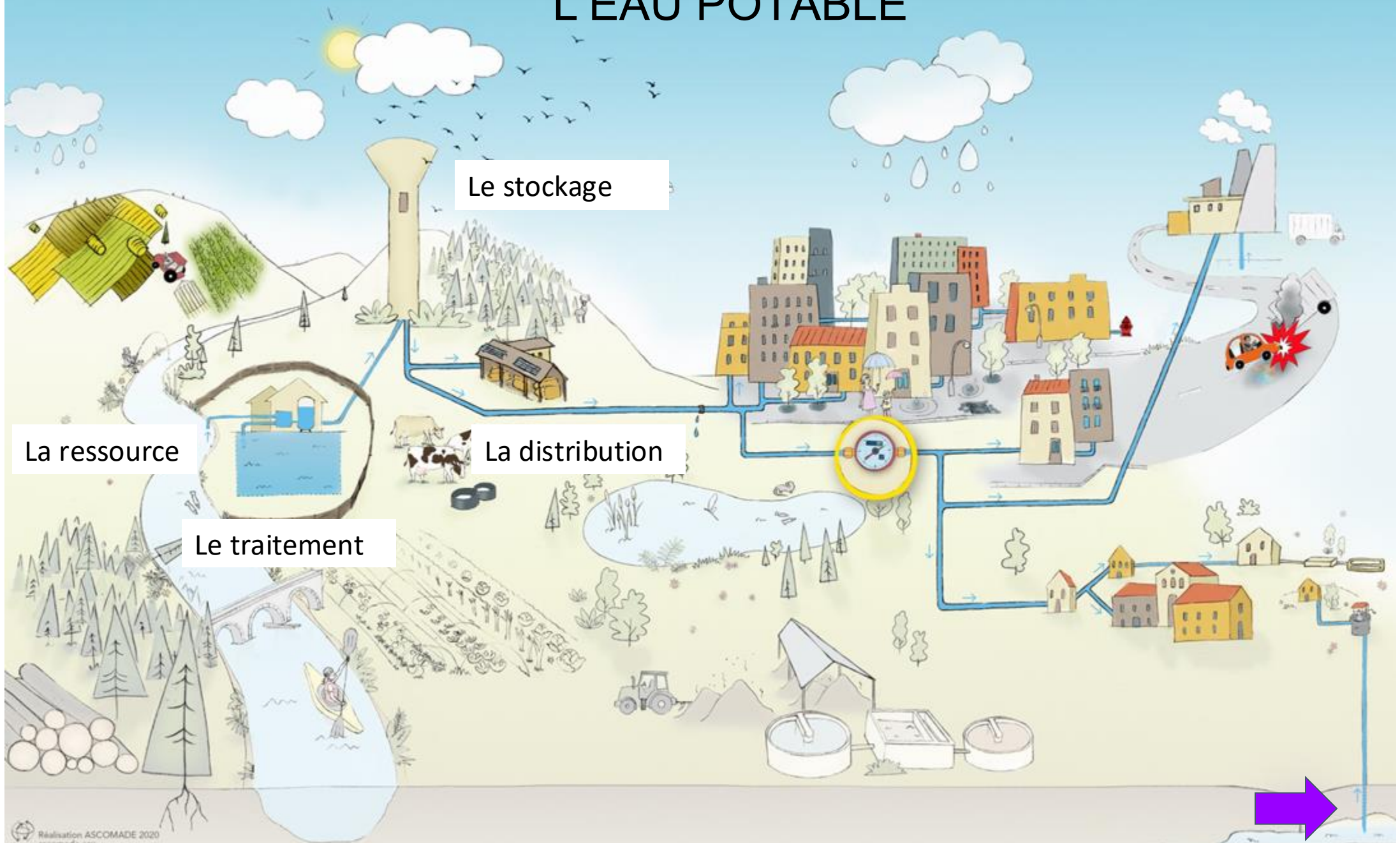




Légende

	Systeme concerné
	Échéance
	Transmission / validation
	Réglementation
	Durée de validité
	Commentaires

L'EAU POTABLE









SOMMAIRE EAU POTABLE

- [Arrêté d'autorisation d'utilisation d'eau de consommation humaine](#)
- [Arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique \(DUP\) instaurant les périmètres de protection autour d'un captage et servitudes associées](#)
- [Diagnostic territorial d'accès à l'eau](#)
- [Étude d'aire d'alimentation de captage \(AAC\)](#)
- [Fichier sanitaire](#)
- [Plan interne de crise \(PIC\)](#)
- [Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau \(PGSSE\)](#)
- [Programme de tests et d'analyses](#)
- [Plan des réseaux de distribution de précision A](#)
- [Rapport sur le prix et la qualité du service \(RPQS\)](#)
- [Règlement de service](#)
- [Schéma de distribution d'eau potable](#)







[Glossaire](#)

[Acronymes](#)







Arrêté d'autorisation d'utilisation d'eau de consommation humaine

	Communes ou leurs établissements publics de coopération compétentes pour l'Eau potable
	
	Le projet d'arrêté est soumis à l'avis des membres du CODERST. L'arrêté est ensuite signé par le Préfet du ou des départements.
	articles R1321-6 R1321-7 R1321-8 R1321-9 R1321-10 R1321-11 R1321-12 et arrêté du 20/06/2007 du CdSP
	
	Comprend l'étude hydrogéologique et hydrologique, l'avis d'hydrogéologue agréé, la description des installations de production et distribution d'eau, les procédés et produits de traitement et modalité de surveillance de la qualité de l'eau.







Arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique (DUP) instaurant les périmètres de protection autour d'un captage et servitudes associées

	Communes ou leurs établissements publics de coopération compétentes pour l'Eau potable
	L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine détermine les délais de mise en oeuvre.
	Le projet d'arrêté est soumis à l'avis des membres du CODERST. L'arrêté est ensuite signé par le Préfet du ou des départements.
	Article L1321-2 , article R1321-13 du CdSP
	
	L'hydrogéologue agréé rend un avis, et l'ARS rédige, sur cette base, des prescriptions dans l'autorisation d'utilisation d'eau de consommation humaine. Les servitudes sont fixées par arrêté préfectoral. Les captages d'eau d'origine souterraine dont le débit exploité est inférieur, en moyenne annuelle, à 100 mètres cubes par jour font l'objet d'un simple périmètre de protection immédiate (article L1321-2 du CdSP).

Diagnostic territorial d'accès à l'eau







	Communes ou leurs établissements publics de coopération compétentes pour l'Eau potable
	1er janvier 2025 1er janvier 2027 pour les CC compétente au 1er janvier 2026. Mise en oeuvre des mesures dans les 3 ans qui suivent la réalisation du diagnostic
	Pas de transmission mais une mise à disposition des autorités administratives (ARS, préfet)
	Article L2224-7-2 article L2224-7-3 du CGCT article L1321-1A article L1321-1B du CdSP ordonnance N°2022-1611
	Mise à jour régulière, au moins tous les six ans tenant compte des signalements de situation d'accès inexistant ou insuffisant à l'eau potable
	Contenu et modalités de mise en oeuvre définis dans les articles précités.

Étude d'aire d'alimentation de captage (AAC)







	Toutes les PRPDE possédant des captages sensibles ou prioritaires
	Délai déterminé par décret selon article L2224-7-5
	La DDT instruit l'arrêté qui délimite l'AAC, l'arrêté est voté au CODERST et signé par le préfet du ou des départements
	Article L2224-7-6 du CGCT , article L211-3 du code de l'environnement , articles R114-1 à R114-5 du code rural et de la pêche maritime , Loi sur l'eau et les milieux aquatiques
	
	La liste des captages sensibles doit être fournie par arrêté interministériel (santé-écologie). Proposition d'AAC et de plan d'action agricole contribuant au maintien ou à l'amélioration de la qualité de l'eau de la ressource. Mobilisation possible du dispositif de ZSCE sur la zone de protection de l'AAC (ZPAAC) Inclus dans le volet maîtrise des risques du PGSSE.

[Retour sommaire eau potable](#)







Fichier sanitaire

	Toutes les PRPDE
	Tenue permanente
	Pas de transmission mais une mis à disposition des autorités administratives dans le cadre du contrôle sanitaire
	Article R1321-23 du CdSP
	Mise à jour permanente
	<p>Il collecte les données issues de la surveillance permanente mise en oeuvre par les PRPDE pour respecter les obligations décrites par l'article L1321-4 du CdSP à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none">- Les mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations- Le programme de tests et d'analyses effectués sur des points jugés critiques- L'efficacité des traitements appliqués- L'étude de vulnérabilité des installations de production et de distribution desservant plus de 10 000 habitants vis-à-vis des actes de malveillance


Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE)

	Toutes les PRPDE Exemptions automatiques pour : Distribution < 10 m ³ /j ou ou population < 50 habitants Exemptions à l'appréciation de l'ARS : Distribution < 100 m ³ /j ou ou population < 500 habitants, si la qualité de l'eau est conforme aux exigences de qualité ET sans risque de dégradation
	Juillet 2027 : PGSSE Ressource Janvier 2029 : PGSSE complet
	Le résumé doit être transmis à l'ARS et mis à disposition du public en ligne et dans chaque mairie (article 9 de l'arrêté ministériel du 3 janvier 2023)
	Arrêté du 3 janvier 2023 relatif au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau réalisé de la zone de captage jusqu'en amont des installations privées de distribution
	Mise à jour en continue + mise à jour complète tous les six ans
	Regroupe les informations de plusieurs documents : DUP, Schéma de distribution d'eau potable, PIC, PCS, RPQS, contrat d'exploitation, SDAGE/SAGE, documents d'urbanisme, études diverses (CVM, PFAS, THM...) etc.... Autosurveillance défini sur base de l'analyse de risque des PGSSE .







Plan Interne de Crise (PIC)

	Exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine
	
	Pas de transmission mais une mise à disposition des autorités administratives Doit être à disposition de chaque collectivité faisant partie du territoire d'une communauté de communes
	Article R732-3 CSI
	Mise à jour & amélioration en continu
	Uniquement pour les situations de crise Besoins prioritaires définis par décret en Conseil d'Etat. Complète le PGSSE. Repose sur le diagnostic de vulnérabilité des installations existantes. Pour chaque fiche d'intervention : missions et rôles de chaque acteur







Plan des réseaux de distribution de précision A

	Toute collectivité
	Tout réseau neuf doit être référencé en classe A Tous les ouvrages souterrains devront être géoréférencés en classe A : <ul style="list-style-type: none">• Au 01/01/2026 pour les ouvrages souterrains non-sensibles implantés dans les unités urbaines• Au 01/01/2032 pour tous les ouvrages souterrains
	Pas de transmission
	Articles R554-1 à R554-62 du code de l'environnement
	
	Réglementation anti-endommagement <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant est tenu d'engager une démarche en vue d'améliorer la précision afin d'atteindre l'objectif de classe A• L'exploitant communique au guichet unique, pour chacune des communes sur le territoire desquelles se situe cet ouvrage, sa zone d'implantation et la catégorie de précision dont il relève ainsi que les coordonnées du service devant être informé préalablement à tous travaux prévus à sa proximité• Consultation du guichet unique (GU) avant tous travaux et communication des zones d'implantation des ouvrages obligatoires et contribution financière via un barème publié chaque année au JO (DT/DICT)• Depuis le 1er janvier 2021 les branchements d'ouvrage souterrain non sensibles sont également classés en fonction des classes A,B,C

Programme de tests et d'analyses

	Toutes les PRPDE
	1er janvier 2023
	Plan de surveillance à transmettre chaque année à l'ARS. Les résultats des analyses sont mis à disposition de l'ARS dans le cadre du contrôle sanitaire (et transmis sans délai en cas de non-conformité).
	Article R1321-23 du CdSP , Article R1321-24 du CsSP , Arrêté du 30 décembre 2022 relatif au programme de tests et d'analyses
	Le plan est réévalué en continu (et révisé à minima tous les 6 ans).
	Établi sur la base d'une analyse de risque réalisée dans le cadre du PGSSE lorsqu'il existe. Prend en compte les paramètres concernés de la liste de vigilance et les mesures correctives associées. La surveillance permanente de la qualité de l'eau distribuée comprend un programme de tests et d'analyses, la tenue d'un fichier sanitaire et l'étude de vulnérabilité des installations de production et distribution d'eau aux actes de malveillance. Un arrêté peut valider la substitution du contrôle sanitaire au PGSSE et aux analyses de surveillance qui en résulte, par laboratoire agréé, les résultats étant transmis au minimum une fois par mois à l'ARS.

Rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS)

	Toute collectivité compétente pour l'Eau potable quelle que soit sa taille
	<ul style="list-style-type: none">• Soumis pour avis à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné• Examiné par la CCSPL
	Transmission pour information au préfet uniquement pour les collectivités > 3 500 habitants
	<p>Décret du 2 mai 2007 Arrêté du 2 mai 2007 Circulaire d'application du 28 avril 2008</p>
	
	<ul style="list-style-type: none">• Les communes de plus de 3 500 habitants ou les EPCI comprenant une commune de plus de 3 500 habitants doivent informer le public par voie d'affichage de l'existence de ce rapport et de l'avis porté par l'assemblée délibérante.• Article L2224-5 du code général des collectivités territoriales = obligation de saisie des indicateurs sur SISPEA pour tous les services publics d'eau et d'assainissement à compter de l'exercice 2023, quelle que soit leur taille et ce dans les 15 jours qui suivent la présentation/adoption et au plus tard le 30 septembre de chaque année

Règlement de service













	Toute collectivité compétente pour l'Eau potable quelle que soit sa taille
	
	Transmission à la Préfecture (contrôle de légalité) Avis de la CCSPL
	Article L2224-12 du CGCT
	Doit être mis à jour dès tout changement des "règles" définies par la collectivité
	Doit être porté à connaissance des usagers du service pour être opposable au tiers. La publication sur le site internet ne suffit pas

Schéma de distribution d'eau potable

	Les communes ou leurs établissements publics de coopération compétentes pour l'Eau potable
	31 décembre 2024 ou année du transfert + 2 ans pour les CC compétente au 1er janvier 2023.
	Pas de transmission mais une mise à disposition des autorités administratives
	article L2224-7-1 du CGCT
	Mis à jour selon une périodicité fixée par décret tenant compte l'évolution du taux de perte
	Schéma de distribution d'eau potable = descriptif détaillé + diagnostic des ouvrages et équipements+programme d'actions chiffrées. Lorsque le taux de perte en eau du réseau s'avère supérieur à un taux fixé par décret il est complété, avant la fin du second exercice par un plan d'actions En lien avec le PGSSE et le diagnostic territorial d'accès à l'eau.

L'ASSAINISSEMENT



SOMMAIRE ASSAINISSEMENT

Collectif

- [Analyse du risque de défaillance des systèmes d'assainissement \(ARD\)](#)
- [Arrêté d'autorisation de raccordement \(AAD\)](#)
- [Bilan de fonctionnement du système d'assainissement](#)
- [Cahier de vie](#)
- [Campagne Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau \(RSDE\)](#)
- [Diagnostic périodique](#)
- [Diagnostic permanent](#)
- [Étude préalable à l'épandage des boues](#)
- [Manuel d'autosurveillance](#)
- [Plan des réseaux de collecte de précision A](#)
- [Rapport sur le prix et la qualité du service \(RPQS\)](#)
- [Règlement de service](#)
- [Registre des incidents, interventions, programme d'entretien et inspections préventives](#)
- [Schéma d'assainissement collectif](#)
- [Zonage d'assainissement](#)

Non collectif


- [Rapport de contrôle](#)
- [Rapport sur le prix et la qualité du service \(RPQS\)](#)
- [Règlement de service](#)
- [Zonage d'assainissement](#)

[Glossaire](#)







[Acronymes](#)

LES OBLIGATIONS PAR TAILLE DE SYSTÈME







Taille du système	$200 \text{ EH} \leq X < 2\,000 \text{ EH}$	$2\,000 \text{ EH} \leq X < 10\,000 \text{ EH}$	$10\,000 \text{ EH} \leq X$
	$12 \text{ kg} \leq X < 120 \text{ kg}$	$120 \text{ kg} \leq X < 600 \text{ kg}$	$600 \text{ kg} \leq X$
Cahier de vie	X		
Manuel d'autosurveillance		X	X
Analyse du risque de défaillance		X	X
Diagnostic périodique	X	X	X
Bilan de fonctionnement	X	X	X
Diagnostic permanent		X	X
Campagne RSDE			X

 Tous les autres items figurant dans le sommaire sont obligatoires quelle que soit la taille du système







Analyse du risque de défaillance (ARD)

	Systèmes d'assainissement \geq à 12 kg/j de DBO5
	<ul style="list-style-type: none">• système d'assainissement existant \geq à 600 kg/ j de DBO5 = 31/12/2021• systèmes d'assainissement existant $<$ à 600 kg/ j de DBO5 et \geq à 120 kg/ j de DBO5 = 31/12/2023• systèmes d'assainissement existant \geq à 12 kg/j de DBO5 et $<$ à 120 kg/j de DBO5 = au moment de la réhabilitation ou de la reconstruction de la station de traitement des eaux usées
	Transmission au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau
	article 4 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié
	Doit être mise à jour dès tout changement significatif sur le système ou dans l'exploitation
	







Arrêté d'autorisation de raccordement (AAD)

	Toute collectivité compétente
	
	
	Article L1331-10 du Code de la Santé Publique
	Définie par la collectivité
	Peut s'accompagner d'une convention de déversement. En matière de gestion des effluents autres que domestiques : avis de non rejet, droit au raccordement







Bilan de fonctionnement du système d'assainissement

	<ul style="list-style-type: none">• système \geq à 120 kg/j de DBO5• système inférieur à 120 kg/j de DBO5 : Cf cahier de vie
	Avant le 1er mars
	Transmis au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau
	article 20 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié
	Annuel
	







Cahier de vie

	Systeme inferieur a 120 kg/j de DBO5
	Au plus tard le 31 decembre 2017
	<ul style="list-style-type: none">• Agglomeration d'assainissement ou capacite nominale STEU < 12kg/j de DBO5 = tenus a disposition du service en charge du controle et de l'agence de l'eau• Systeme ≥ 12kg/j DBO5 = transmis pour information au service en charge du controle et a l'agence de l'eau
	Il de l' article 20 de l'arrete du 21 juillet 2015 modifie
	Tenu a jour
	Contenu precise dans l'article 20 de l'arrete du 21 juillet 2015 modifie







Campagne Recherche de substances dans l'eau (RSDE)

	Systeme d'assainissement superieur ou egale à 600 kg/ j de DBO5
	Tous les 6 ans à partir de 2022
	Transmission au service en charge de la police de l'eau
	Note technique DGALN/DEB du 24 mars 2022 ; Note complémentaire du 19/09/2022 sur la proposition de limite de quantification pour les substances complémentaires à surveiller
	6 analyses sur 1 an tous les 6 ans
	Sur la base des résultats obtenus et l'identification de substances significatives, le maître d'ouvrage doit réaliser le <i>diagnostic amont</i> (paragraphe 3 de la note du 24/03/22) qui vise notamment à identifier les sources potentielles de micropolluants et définir et conduire le <i>plan d'action</i> visant à prévenir et réduire l'émission de ces substances

Diagnostic périodique

	STEU \geq 12 kg/j de DBO5
	<ul style="list-style-type: none">• \geq 600 kg/ j de DBO5 \rightarrow avant le 31/12/2021• \geq 120 kg/ j et $<$ 600 kg/ j de DBO5 \rightarrow avant le 31/12/2023• $<$120 kg/ j de DBO5 \rightarrow avant le 31/12/2025
	Transmis dès réalisation ou mise à jour au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau
	article 12 arrêté du 21 juillet 2015 modifié
	<ul style="list-style-type: none">• Maximum 10 ans.• Doit être mise à jour dès tout changement significatif sur le système ou dans l'exploitation
	<ul style="list-style-type: none">- Réalisé avec le schéma d'assainissement (lequel prend donc la même durée de validité)- Il doit déboucher sur un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements et, d'un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le système de collecte- Schéma directeur du système d'assainissement = Diagnostic périodique + programme d'actions + zonage







Diagnostic permanent

	STEU \geq 120 kg/j de DBO5
	\geq 600 kg/ j de DBO5 : avant le 31/12/2021 \geq 120 kg/ j et $<$ 600 kg/ j de DBO5 : avant le 31/12/2024
	Transmission initiale dans le manuel d'autosurveillance puis résultats des années précédentes dans le bilan de fonctionnement
	article 12 arrêté du 21 juillet 2015 modifié
	Mise à jour en continu (tableau de bord)
	Processus d'anticipation et d'amélioration continue, sans modèle type, avec suivi de l'ensemble des documents en fonction des enjeux : zonage assainissement, campagne RSDE, schéma directeurs assainissement....







Étude préalable à l'épandage des boues

	Tout producteur de boues ayant recours à l'épandage
	
	
	article R211-33 du code de l'environnement
	
	







Manuel d'autosurveillance

	STEU \geq 120 kg/j de DBO5
	Les manuels des systèmes d'assainissement existants doivent être mis en conformité au plus tard le 31 décembre 2028.
	Transmis au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau Tenu à disposition de ces services sur le site de la station
	I de l'article 20 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié
	MAJ régulière
	manuel par système d'assainissement - doit comporter les actions mises en place dans le cadre du diagnostic permanent - établis conformément au modèle consultable sur le site internet du ministère en charge de l'environnement à l'adresse suivante : https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr .







Plan des réseaux de collecte de précision A

	Toute collectivité
	Tout réseau neuf doit être référencé en classe A Tous les ouvrages souterrains devront être géoréférencés en classe A : <ul style="list-style-type: none">• Au 01/01/2026 pour les ouvrages souterrains non-sensibles implantés dans les unités urbaines• Au 01/01/2032 pour tous les ouvrages souterrains
	
	Articles R554-1 à R554-62 du code de l'environnement
	
	Réglementation anti-endommagement <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant est tenu d'engager une démarche en vue d'améliorer la précision afin d'atteindre l'objectif de classe A• L'exploitant communique au guichet unique, pour chacune des communes sur le territoire desquelles se situe cet ouvrage, sa zone d'implantation et la catégorie de précision dont il relève ainsi que les coordonnées du service devant être informé préalablement à tous travaux prévus à sa proximité• Consultation du guichet unique (GU) avant tous travaux et communication des zones d'implantation des ouvrages obligatoires et contribution financière via un barème publié chaque année au JO• Depuis le 1er janvier 2021 les branchements d'ouvrage souterrain non sensibles sont également classés en fonction des classes A,B,C

Rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS)

	Toute collectivité compétente quelle que soit sa taille
	<ul style="list-style-type: none">• Soumis pour avis à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné• Examiné par la CCSPL
	Transmission pour information au préfet uniquement pour les collectivités > 3 500 habitants
	Décret du 2 mai 2007 Arrêté du 2 mai 2007 Circulaire d'application du 28 avril 2008
	
	<ul style="list-style-type: none">• Les communes de plus de 3 500 habitants ou les EPCI comprenant une commune de plus de 3 500 habitants doivent informer le public par voie d'affichage de l'existence de ce rapport et de l'avis porté par l'assemblée délibérante.• Article L2224-5 du code général des collectivités territoriales = obligation de saisie des indicateurs sur SISPEA pour tous les services publics d'eau et d'assainissement à compter de l'exercice 2023, quelle que soit leur taille et ce dans les 15 jours qui suivent la présentation/adoption et au plus tard le 30 septembre de chaque année







Règlement de service

	Toute collectivité compétente
	
	Transmission à la Préfecture (contrôle de légalité) Avis de la CCSPL
	Article L2224-12 du CGCT
	Doit être mis à jour dès tout changement des "règles" définies par la collectivité
	Doit être porté à connaissance des usagers du service pour être opposable au tiers. La publication sur le site internet ne suffit pas







Registre des incidents, interventions, programme d'entretien et inspections préventives

	Toute collectivité compétente
	
	
	Article 11 arrêté du 21 juillet 2015 modifié
	Au moins annuel
	Se retrouve aussi dans le bilan de fonctionnement, le manuel d'autosurveillance/cahier de vie







Schéma d'assainissement collectif

	Toute collectivité compétente
	Doit comprendre avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées
	
	article L2224-8 du CGCT
	MAJ tous les 10 ans (Cf diagnostic périodique)
	

Zonage d'assainissement

	Toute collectivité compétente
	Pas d'échéance
	Soumis à enquête publique et doit être validé par délibération
	article L2224-10 du CGCT
	
	

Rapports de contrôle SPANC

	Tout service SPANC
	
	Adressé au propriétaire de l'installation concernée selon les modalités et le délai définis dans le règlement de service
	Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif
	3 ans pour le rapport de contrôle de bon fonctionnement et d'entretien
	A l'issue de chaque contrôle, le SPANC rédige et adresse un rapport au propriétaire de l'installation concernée. Le contenu a minima de ces rapports figure aux articles 3 et 4 de l'arrêté ci-dessus.

GLOSSAIRE

EAU POTABLE

- Arrêté d'autorisation d'utilisation d'eau de consommation humaine [6](#)
- Captages sensibles [9](#)
- Captages prioritaires [9](#)
- Contrôle sanitaire [10](#), [14](#)
- Déclaration d'utilité publique périmètre de protection [7](#), [11](#)
- Diagnostic territorial d'accès à l'eau [8](#), [17](#)
- Étude d'aire d'alimentation de captage [9](#)
- Etude de vulnérabilité des installations aux actes de malveillance [10](#)
- Fichier sanitaire [10](#)
- Liste de vigilance [14](#)
- Plan d'action [9](#)
- Plan communal de sauvegarde [11](#)
- Plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau [9](#), [11](#), [12](#), [17](#)
- Plan interne de crise [11](#), [12](#)
- Programme de tests et d'analyses [10](#), [14](#)
- Plan des réseaux de distribution de précision A [13](#)
- Plan de surveillance de la qualité de l'eau [14](#)
- Rapport sur le prix et la qualité du service [11](#), [15](#)
- Règlement de service [16](#)
- Schéma de distribution d'eau potable [11](#), [17](#)
- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux [11](#)

ASSAINISSEMENT

- Analyse du risque de défaillance des systèmes d'assainissement [21](#)
- Arrêté d'autorisation de raccordement [22](#)
- Bilan de fonctionnement du système d'assainissement [23](#)
- Cahier de vie [24](#), [33](#)
- Campagne Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau [25](#), [27](#)
- Diagnostic amont [25](#)
- Diagnostic décennal
- Diagnostic périodique [26](#), [34](#)
- Diagnostic permanent [27](#), [29](#)
- Étude préalable à l'épandage des boues [28](#)
- Manuel d'autosurveillance [29](#), [33](#)
- Plan d'action RSDE [25](#), [27](#)
- Plan des réseaux de collecte de précision A [30](#)
- Rapport sur le prix et la qualité du service [31](#)
- Registre des incidents, interventions, programme d'entretien et inspections préventives [33](#)
- Règlement de service [32](#), [36](#)
- Schéma d'assainissement collectif [26](#), [27](#), [34](#)
- Schéma Directeur du système d'assainissement [26](#)
- Zonage d'assainissement [26](#), [27](#), [35](#)

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- Rapport de contrôle SPANC [36](#)

ACRONYMES

AAC : Air d'alimentation de captage
AAD : Arrêté d'autorisation de déversement
ANC : Assainissement non collectif
ARD : Analyse du risque de défaillance
CE : Conseil d'État
CCSPL : Commission consultative des services publics locaux
CdSI : Code de la sécurité intérieure
CdSP : Code de la santé publique
CGCT : Code général des collectivités territoriales
CODERST : Conseil de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques
DT/DICT: déclaration de travaux/déclaration d'intention de commencement de travaux
DUP : Déclaration d'utilité publique
EPCI : Établissement public de coopération intercommunale
PCS : Plan communal de sauvegarde
PGSSE : Plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux
PIC : Plan interne de crise
PRPDE : Personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau
RPQS : Rapport sur le prix et la qualité du service
RSDE : Recherche des substances dangereuses dans l'eau
SAGE: Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SDAEP : Schéma directeur d'alimentation en eau potable
SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
STEU : Station de traitement des eaux usées
ZPAAC: Zone de protection des aires d'alimentation de captage
ZSCE: Zones soumises à contraintes environnementales

POUR NOUS CONTACTER

Eau potable
David CHAUDRILLER
03 81 83 58 23
EAUpotable@ascomade.org

PGSSE
Quentin BRANCATO
03 81 83 58 23
eaupotable3@ascomade.org

Ressources stratégiques
Marie BELLIARD
03 81 83 58 23
eaupotable2@ascomade.org

Assainissement Bourgogne-Franche-Comté
Muriel TAUVERON
03 81 83 58 23
assainissement@ascomade.org

Assainissement Grand Est
Noël FLEURY
03 81 83 58 23
assainissement2@ascomade.org